

<p>COMMUNE DE SAINT PAUL des LANDES (Cantal)</p>
--

ARRETE DU MAIRE 2025 – 43
Portant réglementation temporaire de la circulation
RD 120 – Route de Brive – en agglomération

Le Maire de la commune de SAINT PAUL des LANDES,

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, et notamment la 8^{ème} partie – Signalisation temporaire ;

VU l'avis de M. le Préfet du Cantal en date du 08 décembre 2025 ;

VU l'avis du Conseil Départemental en date du 08 décembre 2025 ;

Considérant la demande de l'entreprise SYTSTEM D 15, représentée par M. Laurent Veyriere en date du 05 décembre 2025 ;

Considérant les travaux de pose d'une chambre télécom, Route de Brive, il convient de réglementer la circulation pour assurer la sécurité des usagers de la route.

ARRETE

ARTICLE 1 :

A compter du mardi 09 décembre 2025 et pour une durée de 30 jours calendaires, la chaussée de la RD 120 – Route de Brive – en agglomération sera empiétée. La largeur de la voie (6 m) sera maintenue.

Le stationnement sera interdit sur toute cette zone, ainsi que le dépassement.

La vitesse est limitée à 30 km/h.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992.

La signalisation correspondante sera mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise SYSTEM D 15, chargée des travaux ;

ARTICLE 3 : Le stationnement sera interdit aux abords du chantier excepté pour les véhicules de l'entreprise SYTSTEM D 15.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, notamment aux extrémités du chantier et dans la commune de SAINT PAUL DES LANDES.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Directeur des Mobilités ;
 - M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie du Cantal ;
 - L'entreprise SYTSTEM D 15
- Chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Un exemplaire est transmis pour information à :

- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- M. le Président de la Fédération des Transports Routiers du Cantal ;
- M. le Président de la Fédération des Transports de Voyageurs du Cantal ;
- M le Président du Conseil Régional en charge des transports.

Fait à Saint Paul des Landes,
Le 08 décembre 2025

Le Maire,

Patricia BÉNITO



Publié le 09 décembre 2025

Sur le site internet www.saint-paul-des-landes.fr